Présidence française

Par JFB le ven 01/08/2008 - 10:59

La chronique de Dénes Baracs

Échos de la francophonie

Dans le beau jardin de la résidence de l'ambassadeur de France, l'orchestre de l'armée de l'air a tout d'abord interprété la Marseillaise, toujours dynamique, au pas de charge. On a continué avec notre hymne hongrois, lent et pensif, pour enfin s'élever à la majesté de la Neuvième symphonie de Beethoven, choisie par l'Europe. La raison du troisième hymne était simple : durant ce semestre, la présidence de cette communauté des nations - dont la Hongrie fait aussi partie depuis le 1er mai 2004 - est justement assurée par la France.

C'est donc la France qui préside jusqu'à la fin de cette année aux destinées de mon cher continent, grâce au système de la présidence tournante du Conseil européen – cet auguste conclave de chefs d'Etats et de gouvernements à géométrie et à composition personnelles toujours variables. Avec déjà 27 membres de plein droit, ces ajustements sont inévitables: les élections se suivent et le peuple souverain se délecte de changer ses gouvernants aussi fréquemment que possible (surtout dans les pays où ce jeu est encore relativement nouveau tandis que les problèmes déjà anciens persistent toujours).

Résultat: les photos de famille rituelles qui immortalisent les participants de chaque réunion du Conseil de l'Union européenne nous montrent toujours des visages nouveaux, en général souriants (ce qui est totalement indépendant des résultats concrets des "sommets" en question), tandis que d'autres figures disparaissent de la photo. Parmi le commun des mortels européens, heureux sont ceux qui reconnaissent, dans le journal du soir, cinq ou six personnalités présentes, notamment les quelques dirigeants des Etats les plus puissants de l'Union. On peut encore accéder à la notoriété par l'insolite, l'inédit et surtout si ces facteurs se combinent.

Vous voyez déjà où je veux en venir: cette fois nous avons une présidence qui a vraiment tout pour attirer l'attention des Européens. Peu de téléspectateurs

hésiteront ce semestre à reconnaître le président du Conseil européen. Nicolas Sarkozy, élu président de la France il y a plus d'un an, a un profil médiatique extraordinaire, alimenté par son image dynamique, par son énergie inlassable, par sa créativité politique, par son omniprésence, par ses coups de cœur qui vont au-delà de la presse de cœur et influencent même les sondages, mais aussi par son franc-parler.

On pourrait donc dire que si les fameux vers du poète hongrois János Batsányi nous appelant (nous Hongrois) à regarder vers Paris étaient contemporains, ils le seraient plus encore maintenant, alors que Paris supervise l'avenir européen. Et il faut dire que "les quatre priorités" de la présidence française, notamment l'énergie (toujours plus chère), le changement du climat (toujours plus chaud), la politique de la défense (délicate et coûteuse) et l'immigration (difficilement contrôlable) sont tous des thèmes tout à fait actuels - tout comme la question de la politique monétaire, un cheval de bataille de Nicolas Sarkozy.

Ici pourtant, je touche un point autrement sensible: quand le président français veut infléchir la politique de rigueur de la Banque centrale européenne dans le sens d'une souplesse accrue, il se heurte à la majorité des Etats membres qui semblent appuyer la politique de la BCE, donnant priorité à la lutte contre l'inflation. En tant que président européen, il lui faudrait défendre une politique qu'il ne peut approuver en sa qualité d'homme d'Etat français. Dans notre union si européenne il y a toujours des désunions locales, temporelles et partielles, dont la coloration varie un peu avec chaque présidence. Ceux à qui la mission du semestre magique incombe ont toujours une double ambition: faire tout pour que l'Europe bouge, mais si possible dans la direction la plus favorable pour l'Etat concerné. C'est dans la nature des choses, et la direction choisie peut être la meilleure pour tous, mais cette démarche ultra démocratique est aussi un des handicaps de notre Vieux Continent face à ses concurrents qui - j'en suis sûr - seraient bien incapables d'imaginer un mécanisme aussi compliqué et à ce point difficile à faire fonctionner que celui de notre chère Europe.

Nous sommes déjà 27 pays qui, tôt ou tard, assumerons cet honneur de la présidence tournante, la Hongrie en 2011 pour la première fois, tandis que la France s'y exerce maintenant pour la douzième. Oui, parce que la grande aventure européenne de l'après-guerre a commencé à six, la tâche de la présidence revenant alors dans des intervalles de trois ans. Maintenant, si tout reste en l'état, il faudra attendre plus de treize ans. C'est pour cette raison que la réforme des institutions

est à l’ordre du jour depuis des années, avec les déboires que nous connaissons. La Constitution européenne, qui prévoyait un mécanisme simplifié et plus efficace (entre autres un président élu pour trente mois), fut rejetée paradoxalement non seulement par la France fondatrice, mais aussi par les Néerlandais.

Les raisons tenaient plutôt à la politique intérieure des Etats concernés, mais l’échec a prouvé que le mécanisme européen n’a pas réussi à capter le cœur des Européens. “Bruxelles”, avec ses institutions complexes, semble pour beaucoup être trop lointain, trop abstrait, pour ne pas dire trop bureaucratique. Ce gâchis semblait avoir été corrigé l’année dernière par le Traité de Lisbonne, dont un des initiateurs était le président Sarkozy fraîchement élu. Son succès aurait pu ouvrir une perspective nouvelle pour l’Europe, trop longtemps freinée par sa crise institutionnelle.

Mais un nouveau coup dur est survenu juste à la veille de la présidence française : les Irlandais - dont le pays a vraiment su profiter de son appartenance à l’Union – ont rejeté le Traité par un référendum auquel les obligeait leur Constitution. Et cela a incité les présidents polonais et tchèque à refuser la ratification. Crise institutionnelle relancée donc, comme si la crise énergétique, alimentaire, monétaire et les autres crises de tout poil de la politique internationale ne suffisaient pas.

Voilà une situation où la volonté, le dynamisme et l’imagination ont toute leur utilité, pour mobiliser les énergies de notre Vieux Continent.

- 4 vues

Catégorie
Agenda Culturel